

L'économie souterraine au Québec. Mythes et réalités sous la direction de Bernard Fortin, Gaétan Garneau, Guy Lacroix, Thomas Lemieux et Claude Montmarquette, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996, 115 p.

Pierre P. Tremblay

Volume 16, Number 1, 1997

Prismes nationaux de la francophonie

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040058ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040058ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tremblay, P. (1997). Review of [*L'économie souterraine au Québec. Mythes et réalités* sous la direction de Bernard Fortin, Gaétan Garneau, Guy Lacroix, Thomas Lemieux et Claude Montmarquette, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996, 115 p.] *Politique et Sociétés*, 16(1), 167–169.
<https://doi.org/10.7202/040058ar>

L'économie souterraine au Québec. Mythes et réalités

sous la direction de Bernard Fortin, Gaétan Garneau, Guy Lacroix, Thomas Lemieux et Claude Montmarquette, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996, 115 p.

Voilà un livre qui, au départ, devrait intéresser ceux et celles qui désirent comprendre un des éléments importants de la crise des finances publiques: l'économie souterraine. Le marché noir est une pratique aussi vieille que le monde et dont les causes multiples vont de la nécessité à la déviance pathologique. Sans être complètement inattaquable, la connaissance des causes et des effets de l'économie souterraine est suffisamment solide pour que les préoccupations de recherche soient orientées vers des zones de plus grande ignorance dont la plus importante de toutes: la mesure du phénomène.

Bernard Fortin et ses collaborateurs ont voulu remédier à nos incertitudes à cet égard en se donnant le mandat d'observer l'actuelle économie souterraine au Québec et d'en évaluer l'ampleur. Leur livre présente donc les résultats de leur seconde enquête (la première ayant été effectuée en 1985) sur l'économie souterraine. Cette enquête a été réalisée à partir d'un échantillon de plus de 5 000 individus de 18 ans et plus vivant au Québec.

L'ouvrage, si on inclut l'introduction et la conclusion, se divise en sept chapitres et contient quarante-trois tableaux. La brève introduction de deux pages permet aux auteurs de formuler rapidement et clairement les questions auxquelles ils étaient désireux d'apporter une réponse. Ces questions sont, à mon avis, bien résumées par le titre de l'ouvrage: quels sont les mythes et les réalités du marché noir au Québec.

Après une lecture attentive, j'en arrive à la conclusion que Fortin et ses collègues ont réussi à tracer un portrait réaliste et crédible de l'ensemble de l'économie souterraine au Québec. J'ai particulièrement été sensible à l'utilisation d'un argument, à mon sens, plein de bon sens: le montant d'argent qu'un ménage peut consacrer annuellement à l'achat de biens ou de services offerts sur le marché noir. Ils évaluent ce montant à un maximum de 1 048 \$. Cette somme représente, pour l'année 1993, quelque chose comme 1,55 % du produit intérieur brut (PIB) au Québec. Nous sommes très loin de certaines avancées monétaristes qui évaluent le phénomène à 20 % du PIB; proportion qui représente, en espèce sonnantes, environ 13 000 \$ par ménage.

Pour nous persuader de la justesse de sa position, l'équipe de Fortin a dû disposer de quelques mythes et de quelques croyances qui encombraient le terrain. Les auteurs ont tout d'abord rappelé l'existence de plusieurs méthodes d'évaluation du phénomène de l'économie souterraine, de même qu'ils ont fait le point sur la définition à retenir. C'est ainsi que le lecteur peut rapidement saisir que l'approche monétaire a une nette tendance à surévaluer les données relatives au marché noir et que l'approche dite de la comptabilité nationale est plus susceptible de parvenir à des résultats plus crédibles en raison du fait qu'elle procède par réconciliation des revenus et des dépenses. Cependant, comme ces deux approches constituent des mesures indirectes de l'économie souterraine, l'équipe de Fortin a plutôt opté pour une méthode utilisant une mesure directe: les données d'enquête. Les résultats que cette approche a produit sont, au demeurant, très proches de ceux obtenus par une approche comptable. On doit aussi donner crédit à cet ouvrage d'avoir utilisé une définition de l'économie souterraine facilement compréhensible. Celle-ci englobe toutes les activités non-déclarées au fisc, que ces activités soient légales ou qu'elles soient illégales. La définition employée établit, de plus, une nette distinction par rapport à d'autres phénomènes tout aussi préoccupants, à savoir: la contrebande et la fraude fiscale.

On apprend, dans ce livre, que l'économie souterraine a plus facilement libre-cours dans les régions fortement urbanisées que dans

les régions rurales. La raison de ce fait est simple: le niveau d'interrelation entre les individus est plus élevé dans les milieux ruraux. Autrement dit, les gens se connaissent plus et depuis plus longtemps, de sorte que les faits et gestes de chaque individu sont plus facilement visibles. C'est l'explication privilégiée par Fortin et ses collègues. On pourrait ajouter à cette raison que la solidarité est peut-être plus grande dans ces milieux. En outre, les auteurs nous apprennent que les gens les plus actifs sur le marché noir sont les jeunes hommes et les personnes habitant avec leurs parents, ainsi que les célibataires. Ces personnes, ajoutent-ils, possèdent un niveau de scolarisation relativement élevé. Il n'y aurait donc pas de lien entre la sous-qualification professionnelle et le travail au noir. Par contre, vu sous l'angle de la demande au lieu de l'offre, les personnes les plus actives ne sont plus les mêmes. Les auteurs écrivent: «Contrairement à ce qu'on observe du côté de l'offre de travail au noir, le pourcentage d'acheteurs ainsi que les achats au noir augmentent avec le niveau du revenu et le nombre d'heures de travail dans le secteur officiel» (p. 34). Dans une perspective ou dans l'autre, il semble, d'après les résultats de l'enquête, que l'économie souterraine fait une place privilégiée aux personnes relativement bien qualifiées. Ce constat est renforcé par une autre observation qui veut que les prestataires de l'assurance-chômage sont plus actifs que la moyenne des gens, alors que les prestataires de l'aide sociale sont moins actifs que la moyenne des gens. Le livre contient, par ailleurs, d'autres constats fort intéressants mais qui ne viennent pas, cependant modifier les perceptions déjà acquises.

Cet ouvrage, par ailleurs, a quelques défauts. Tout d'abord, il est mal rédigé et les redites y sont trop nombreuses. De plus, on a l'impression que les auteurs ont plaqué à la fin du livre une bibliographie dont ils n'ont pas su nous faire profiter en confrontant, par exemple, leurs résultats à ceux livrés par d'autres recherches ou, encore, en enrichissant leurs explications par des apports théoriques. Bref, la qualité d'écriture pourrait rebuter plus d'un lecteur dont l'intérêt pour la question ne serait pas aussi prononcé que le mien.

Pierre P. Tremblay
Université du Québec à Montréal